

Fonds National d'Activités Sociales des entreprises artistiques et culturelles

# FNAS

## INFOS



**A la Une:  
Mode d'emploi**



# Le FNAS: le droit à la "conso"?



## SOMMAIRE

|                                                                                                                                                                                                    |              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| <b>Edito</b> .....                                                                                                                                                                                 | <b>3</b>     |
| <b>Assemblée Générale</b> .....                                                                                                                                                                    | <b>4 . 5</b> |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Question de devoirs et devoir de questions</li> <li>• Assemblée Générale, le conseil de gestion et les statuts du FNAS</li> <li>• Pratiquement</li> </ul> |              |
| <b>Autour du Festival de Cannes</b> .....                                                                                                                                                          | <b>6</b>     |
| <b>Demande d'inscription</b> .....                                                                                                                                                                 | <b>7</b>     |
| <b>Le FNAS se met à la page</b> .....                                                                                                                                                              | <b>8</b>     |

**S**

onds National d'Activités Sociales  
des entreprises artistiques et culturelles

### N°17 - Mars 2005

Edité par le FNAS - 185, Avenue de Choisy - 75013 Paris  
Tél : 01 44 24 72 72 - Fax : 01 44 24 72 73

Directeur de la publication : Jean-Joël Le Chapelain.

Ont participé à ce numéro : Aristide Demonico, Philippe Gerbaud, Frank Lavanture, Patrice Massé, Chantal Porte.

Crédit photos : Rue des Archives, Boréal.

Création, conception : Boréal - [www.boreal.fr](http://www.boreal.fr)

Impression : Lir - 75006 Paris - Tél : 01 69 75 44 50

Dépôt légal : ISSN 0335-2374

# Regardons-nous dans les yeux

En 2004, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est, pour la première fois depuis vingt ans, reparti à la hausse et même les emplois stables (eh, oui cela existe !) ne sont plus épargnés par la pauvreté. Au nom d'une prétendue liberté «de gagner plus», le MEDEF et le gouvernement entendent casser les 35 heures. Au nom d'une refondation sociale, la négociation collective devient une négociation individuelle, la formation professionnelle, un droit individuel à la formation et la protection sociale est livrée aux mains des sociétés assuranciennes privées.

Au nom d'une «refondation des politiques publiques» pour le spectacle vivant, le SYNDEAC réclame "un Valois social de la Culture" et "un nouveau contrat politique entre les artistes, la nation et les institutions de la république", tout en participant au refus obstiné des chambres professionnelles d'employeurs d'introduire une annexe contrat à durée déterminée de courte durée et une grille de salaire spécifique aux "intermittents techniques" et en repoussant aux calendes grecques l'application du droit des artistes au bénéfice de la protection sociale offerte par la prévoyance.

Et pendant ce temps, certains parmi nous, les salariés, se préoccupent de savoir s'ils ont bien utilisé tout "ce à quoi ils ont droit" au FNAS : charité bien ordonnée... n'est-ce pas ?

En ces temps où la solidarité devrait être de rigueur, il ne faudrait pas oublier qu'elle commence bien souvent sur le pas de sa porte et ne s'arrête pas à celle de son entreprise. La solidarité n'est pas un droit, c'est un devoir : la mutualisation des moyens en est une forme car elle facilite l'accès de tous à la culture, aux loisirs, aux sports et aux séjours. Pour nous, c'est une obligation.

Le FNAS "comité d'entreprise" au service du plus grand nombre ne pourra contribuer à améliorer nos conditions de travail et de vie personnelle que si chacun veut bien comprendre que la cotisation patronale, assise sur le salaire brut du salarié, ne sert pas à constituer un compte individuel dans lequel chacun piocherait ses droits personnels, mais qu'elle alimente un fonds mutualisé au service de tous.

Il faut faire l'effort de comprendre ce que la solidarité réclame de nous : elle demande que les ayants droit les mieux lotis, ceux dont le quotient familial est le plus élevé viennent en aide, par le biais de la mutualisation, aux salariés les plus en difficulté. Le plafond annuel que le FNAS a été contraint de mettre en place n'est pas un élément constitutif du salaire et dans ce sens, son montant n'appartient pas à l'ouvrant droit. Le salarié a certes le droit incontestable de l'utiliser dans sa totalité, mais disons que ce n'est pas une obligation absolue de le dépenser jusqu'au dernier centime d'euro. La solidarité est peut-être avant tout une question d'état d'esprit. Continuons de l'exiger de nous-mêmes sans cesser d'en dénoncer l'absence chez nos employeurs !

Ce débat devrait être porté lors de l'Assemblée générale du 20 juin 2005 par nos représentants. En démocratie telle que nous la concevons, ce sont les élus – légitimés par le suffrage – qui tranchent en dernier lieu et pour cela, ils se doivent d'agir selon le mandat que les salariés leur donnent. Encore faut-il que chacun à son niveau – salarié intermittent, salarié d'entreprise de moins de 10 salariés ou relevant d'un comité d'entreprise conventionnel – s'engage dans ces élections.

Il reste que les Comités d'entreprises d'ordre public (entreprises de plus de cinquante salariés) qui ont passé avec le FNAS un accord global portant sur tous leurs salariés, ne pourront toujours pas avoir de représentants avec voix délibérative à notre Assemblée générale. La modification des statuts que cela aurait nécessité n'a malheureusement pas pu être portée à l'ordre du jour d'une commission mixte paritaire malgré l'insistance de certaines délégations syndicales. Les élus de ces CE que le FNAS invitera, mais sans droit de vote, devront néanmoins participer pleinement au débat lors de l'Assemblée générale.

**Patrice MASSE**



# Question de devoirs et devoir de questions

**Le FNAS est une structure de comité d'entreprise taillée sur mesure pour les salariés et les entreprises du spectacle vivant. Le nombre de ces dernières avoisine 4000.**

## DES ENTREPRISES DE PETITE TAILLE

- Moins de 30 (orchestres compris) dépassent l'effectif de 50 salariés
- Environ 200 ont un effectif situé entre 10 et 50 salariés
- Plus de 3800 connaissent un effectif inférieur à 10 salariés.

■ Pour la première catégorie, le Code du Travail prévoit la constitution d'un Comité d'Entreprise et la Convention Collective fixe son budget minimum d'activité. Certains d'entre eux passent un accord avec le FNAS.

■ Pour la deuxième catégorie, la Convention Collective prévoit la constitution de Comités d'Entreprise Conventionnel (CEC) et fixe la répartition de la contribution patronale entre le CEC et le FNAS. Dans chacune de ces entreprises les salariés ont ainsi à leur disposition un outil non seulement pour organiser et gérer leurs activités sociales au plus près, mais aussi pour les associer à la gestion de l'entreprise : grâce, par exemple, à la réception chaque année, en même temps que les tutelles, des documents économiques et financiers ou bien grâce à la possibilité de lancer une expertise comptable lors d'un licenciement pour raisons économiques.

- Pour sa part, le FNAS mutualise des fonds pour mettre à la disposition de tous les salariés ayant leurs droits ouverts, des activités de séjours. Il faut être conscient que cela constitue un avantage considérable au regard des millions de salariés des entreprises de cette taille qui ne bénéficient pas de l'aide d'un Comité d'Entreprise pour leurs séjours de vacances.
- chaque CEC désigne parmi ses élus un représentant pour participer à l'Assemblée Générale, moment capital de la vie du FNAS.

■ Pour la troisième catégorie, le Code du Travail ne prévoit pas de représentant du personnel pour les entreprises de cette taille. A cet égard, la Convention Collective fait une avancée puisqu'elle prévoit l'élection d'un délégué du personnel dans les entreprises dont l'effectif est inférieur à 10 salariés.

Cette amélioration peut sembler avoir pour conséquence des tracasseries bien inutiles. En vérité, elle pose le problème de la relation employeur / salariés dont le personnel de beaucoup de petites structures n'a pas conscience ou bien ne veut pas entendre parler. Et si, au contraire, le mandant d'un délégué du personnel était l'occasion de formaliser clairement cette relation sans qu'elle soit forcément frontale, mais amenait simplement un débat organisé au sein de ces structures ?

Du simple point de vue des avantages sociaux, l'existence d'un délégué du personnel permet aux salariés de demander au FNAS ce que l'on nomme des investissements ou des activités à caractère collectif comme par exemple l'organisation d'arbres de Noël.

Le FNAS propose aussi bien des activités de séjours que des activités de loisirs à l'ensemble des salariés de ces entreprises dont les droits sont ouverts.

Les délégués du personnel de ces entreprises élisent 20 d'entre eux pour être représentés à l'Assemblée Générale du FNAS.

## DES SALARIES INTERMITTENTS

Toutes ces entreprises existent également grâce au travail des salariés intermittents, artistes et techniciens, qu'elles embauchent. Une durée minimum de travail - de manière continue ou discontinue - dans une ou plusieurs entreprises du spectacle vivant subventionné cotisant à notre organisme leur permet d'ouvrir des droits aux activités de séjour et de loisirs du FNAS pendant un an. C'est le seul organisme de Comité d'Entreprise qui ouvre des droits à des salariés même lorsqu'ils ne sont pas sous contrat de travail.

Les salariés intermittents ayant eu leurs droits ouverts au FNAS entre le 1er janvier 2003 et le 31 décembre 2004 élisent par correspondance 40 représentants à l'Assemblée Générale.

## LE CONSEIL DE GESTION

Après avoir approuvé l'activité et les comptes de l'exercice 2004 ainsi que le budget prévisionnel de 2005, les membres de l'Assemblée Générale vont élire les 12 représentants des salariés au Conseil de Gestion qui dirigent le FNAS pendant deux ans :

- 6 sont élus par les représentants des CEC
- 4 par ceux des salariés intermittents
- 2 par les délégués du personnel des structures de moins de 10 salariés.

Le 26 novembre 2004, les partenaires sociaux ont signé le protocole d'accord préélectoral qui met en route ce processus complexe – tout comme le sont d'ailleurs le fonctionnement et les règles du FNAS de manière à correspondre à cette structure exceptionnelle de Comité d'Entreprise taillée sur mesure pour tous les salariés du secteur du spectacle vivant subventionné travaillant dans des entreprises si diverses.

# Les statuts du FNAS

## ARTICLE 07

L'Assemblée Générale se compose :

- du président
- de 20 représentants des entreprises de moins de 10 salariés. Ces représentants sont élus par correspondance par les délégués du personnel des entreprises selon les modalités des élections professionnelles prévues au code du travail et du protocole d'accord préélectoral signés entre les organisations syndicales de salariés et d'employeurs.
- de 40 représentants des salariés intermittents du spectacle tels que définis par l'annexe 10 de l'assurance chômage. Ces représentants sont élus par l'ensemble des salariés intermittents ayant eu leurs droits ouverts au cours des deux dernières années, c'est-à-dire, les salariés ayant travaillé pendant 90 Jours ou 45 cachets sur les 15 derniers mois dans une ou plusieurs entreprises cotisant au FNAS. Cette élection a lieu par correspondance selon les modalités des élections professionnelles prévues au code du travail et du protocole d'accord préélectoral signé entre les organisations syndicales de salariés et d'employeurs.
- un représentant de chaque comité d'entreprise des structures employant de 10 à 50 salariés définies par l'article III - 2-2 de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

Chaque syndicat professionnel confédéré de salariés et chaque organisation d'employeurs représentatifs au niveau national pourra désigner un représentant à l'Assemblée Générale avec voix consultative.

## ARTICLE 11

Le conseil de gestion est composé de 13 membres dont :

- le Président de droit et
- 12 représentants des salariés désignés par l'Assemblée Générale, à savoir de :
  - 2 représentants pour les structures employant moins de 10 salariés
  - 4 représentants pour les salariés intermittents
  - 6 représentants pour les salariés des structures employant entre 10 et 50 salariés constitués en comité d'entreprise.

Cette désignation a lieu à bulletin secret :

Ne sont éligibles que les membres de l'Assemblée Générale dont les entreprises sont à jour de leur cotisation.

L'élection, comme celle des délégués à un comité d'entreprise, a lieu sur listes syndicales au premier tour. La consultation est organisée en trois collèges : le collège des salariés des entreprises employant moins de 10 salariés, le collège des salariés des entreprises employant de 10 à 50 salariés constitués en comité d'entreprise et le collège des salariés intermittents. Les modalités de ces élections sont indiquées par le règlement intérieur.

# Pratiquement

## VOUS ETES SALARIES INTERMITTENTS

Si vos employeurs ont rempli leur devoir et ont bien communiqué au FNAS vos périodes et temps de travail sous la forme des «fiches individuelles de renseignements à l'usage des intermittents», vous devez :

- Voter et être attentifs aux différentes opérations de vote.
- Respecter les dates, les périodes et les consignes : par exemple signer l'enveloppe qui achemine votre vote.

## VOUS ETES SALARIES D'UNE ENTREPRISE DONT L'EFFECTIF EST INFÉRIEUR A 10 SALARIES

Vous devez :

- EXIGER de votre employeur qu'il effectue le calcul de l'effectif de l'entreprise (équivalents temps plein ajoutés aux salariés sous CDI lorsqu'il y en a). Le FNAS communique le mode de calcul sur simple demande.
- VERIFIER que cet effectif est inférieur à 10 salariés et que l'employeur le communique chaque année au FNAS avec le bordereau récapitulatif.
- EXIGER de votre employeur l'organisation des élections du délégué du personnel selon l'article III.1.1 et suivants de la convention collective..
- VERIFIER que votre délégué du personnel participe aux opérations de vote pour désigner les 20 représentants des entreprises dont l'effectif est inférieur à 10 salariés.

## VOUS ETES ELUS DE COMITE D'ENTREPRISE CONVENTIONNEL (CEC)

Vous devez :

- VOUS ASSURER que vous serez bien encore sous mandat le 20 juin 2005. Si tel n'est pas le cas, vous devez EXIGER de votre employeur l'organisation des élections dans les délais prévus à l'article III.1.1 de la convention collective.
- VERIFIER que vous avez bien désigné le secrétaire et le trésorier du CEC au cours d'une réunion en présence de l'employeur, président du CEC ou de son représentant, réunion qui a fait l'objet d'un compte rendu.
- DESIGNER parmi les élus du CEC son représentant à l'Assemblée Générale du FNAS. Cette désignation doit faire l'objet d'un document écrit à faire parvenir avant le 13 mai 2005 au secrétariat de la Commission Nationale d'Interprétation et de Conciliation (CNIC).  
CNIC - c/o SYNDÉAC - 8, rue Blanche - 75009 Paris



Comme ces quatre dernières années, le FNAS vous propose une activité autour du Festival de Cannes du 11 au 22 mai 2005 - vous serez hébergé soit à LA VILLA RACHEL au Cannet en demi-pension, soit au HOME DE L'ESTEREL à Mandelieu La Napoule, en pension complète ou en demi-pension. De plus vous aurez la possibilité d'accéder au moins aux sélections de la semaine de la critique, de la quinzaine des réalisateurs, ou d'un certain regard...

La VILLA RACHEL propose durant le Festival le tarif en demi-pension suivant :

| TARIFS<br>PAR PERSONNE | 1 personne<br>par chambre<br>(en euro) | 2 personnes<br>par chambre<br>(en euro) | 3 personnes<br>par chambre<br>dont 1 enfant |
|------------------------|----------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------------------------|
| 7 jours                | 595,00 €                               | 635,00 €                                | 705,00 €                                    |
| Journée suppl.         | 56,00 €                                | 56,00 €                                 | 62,00 €                                     |

Tarifs comprenant : nuit + petit déjeuner + 1 repas. L'autre repas sera pris soit en dehors, soit en repas supplémentaire à la Villa, les chambres n'étant pas équipées pour confectionner les repas. Sur la demande d'inscription (ci-contre) précisez demi-pension midi ou soir.

Navette festival incluse dans ce tarif.

LE HOME DE L'ESTEREL à Mandelieu La Napoule à 5 Km de Cannes, plus modeste et plus collectif ; durant le Festival le tarif suivant par personne sera appliqué :

| TARIFS<br>PAR PERSONNE | Pension complète<br>(en euro) | Demi-pension<br>(en euro) |
|------------------------|-------------------------------|---------------------------|
| 2 nuitées              | 86                            | 74                        |
| 3 nuitées              | 126                           | 110                       |
| 4 nuitées              | 166                           | 143                       |
| 5 nuitées              | 203                           | 175                       |
| 6 nuitées              | 238                           | 208                       |
| 7 nuitées              | 273                           | 238                       |
| Nuitée suppl.          | 39                            | 34                        |

Ce séjour et les frais de transport correspondants sont pris en charge selon la grille "Séjours 1".

## à remplir au stylo bille

## ☐ Résidence Rachel

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ N° d'ouvrant droit \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal 

|  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|

 Ville \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_ Mobile \_\_\_\_\_

E-mail \_\_\_\_\_

N° S.S. 

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|

 Date de naissance 

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|

Profession \_\_\_\_\_ Intermittent ☐ Permanent ☐

Date de séjour du 

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|

 au 

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|

Pension complète ☐ Demi-pension déjeuner ☐ Demi-pension dîner ☐ Nuit et petit déjeuner ☐

Chèque à l'ordre de La Résidence Rachel ou du COS pour le Home de l'Estérel.

Si le conjoint, marié ou non, de la personne mentionnée comme ouvrant droit est également inscrit au FNAS en tant qu'ouvrant droit, préciser son numéro d'ouvrant droit.

| Nom | Prénom | Né(e) le | Ayant droit (Oui/Non) |
|-----|--------|----------|-----------------------|
|     |        |          |                       |
|     |        |          |                       |
|     |        |          |                       |
|     |        |          |                       |
|     |        |          |                       |

- ▶ Copie intégrale du livret de famille (2 pour les familles recomposées)
- ▶ Copie intégrale du/des avis d'imposition 2003 du foyer (2 pour les couples non mariés)
- ▶ Un justificatif de vie commune pour les couples non mariés (copie de la déclaration de vie maritale faite en mairie, du PACS, d'un RIB ou RIP de compte joint, d'une quittance de loyer)
- ▶ Copie des trois derniers bulletins de salaire (pour les salariés permanents seulement)
- ▶ Chèque d'acompte de 20 % du montant total du séjour

Signature

# Le FNAS se met à la page

C'est vrai, et tous autant que nous sommes – équipe du FNAS, élus et surtout ayants droit utilisateurs – nous sommes bien placés pour le savoir : il n'est pas simple de se repérer dans la forêt des règles qui régissent les activités du FNAS.

Ces difficultés, nous les devons aux strates de l'histoire de notre organisme qui s'est efforcé de suivre le développement du secteur subventionné du spectacle vivant (en particulier depuis l'extension de la convention collective en 1994) dans lequel se côtoient des petites structures souvent intermittentes (dont la vie parfois dure le temps d'un spectacle) et des institutions pérennes de parfois plus de 50 salariés permanents. Et, disons-le, il n'est pas toujours aisé de trouver et maintenir un équilibre juste et équitable entre des catégories de salariés dont les situations et les revenus sont extrêmement disparates.

Pour tenter de répondre en marchant à un accroissement considérable des demandes avec des moyens en augmentation inversement proportionnelle à celle du nombre d'ayants droit (le FNAS, rappelons-le encore, est passé de quelques dizaines d'entreprises concernant moins d'un millier de salariés, à près de 4000 entreprises réunissant sans doute aujourd'hui plus de 20 000 salariés), le FNAS a dû sans cesse inventer de nouvelles règles qui se sont parfois ajoutées aux anciennes, sans jamais avoir eu vraiment la possibilité de remettre à plat son fonctionnement initial.

Donc, afin de clarifier un fonctionnement et des règles qui demeurent complexes, nous avons établi, en tiré à part, un "FNAS mode d'emploi". Conçu en fiches renouvelables séparées selon l'activité, il devrait être d'un emploi plus facile. Il remplacera les 4 pages destinées à ces informations dans notre bulletin tri-annuel.

Nous comptons bien sur vos critiques et suggestions pour en améliorer la clarté et l'usage dans l'intérêt de tous.

Enfin, last but not least, le FNAS ouvre prochainement une fenêtre sur le web et crée son site. "Information disponible en temps réel", disent les uns, "et accessible à tous", renchérissent les mêmes... Nous en parlerons plus en détail dans notre prochain numéro.

**Aristide DEMONICO**